



L'opinion publique en Turquie s'élargit , qui constate que le pays est loin d'avoir un système démocratique à l'occidentale, bien que l'état de siège ait été levé dans la majeure partie du territoire turc. Dans beaucoup de cas l'état de siège est remplacé par l'état d'exception, notion introduite dans la nouvelle législation. Par ailleurs, les milieux dirigeants - à savoir le gouvernement d'Özal et le Président Evren entouré des anciens membres du Conseil national de sécurité - continuent à augmenter l'arsenal de lois répressives, aggravant encore plus les restrictions imposées par la Constitution de 1982 qui pèsent sur la vie politique et les libertés. Ainsi, en juin dernier, le Parlement issu des élections " contrôlées " du 6 novembre 1983 (Parti de la mère patrie - ANAP: 212, sièges, Parti populiste - HP: 117, Parti de la démocratie nationaliste - MDP: 71) a adopté une nouvelle loi qui accroît considérablement les pouvoirs répressifs de la police. Très significatif était l'argument du premier ministre Özal pour défendre le projet: il a présenté les nouvelles mesures comme indispensables à la levée complète de la loi martiale. Mais ce projet de loi a provoqué une vive réaction de l'opinion publique, qui a poussé le Parti populiste (HP) à s'y opposer, donnant lieu à cinq jours entiers de débats houleux, avec bagarres et insultes, dans le parlement.

Malgré les rouages du système autoritaire soigneusement mis en place par la junte militaire, l'aspiration à une véritable démocratie se fraie le chemin, accompagnée du mécontentement grandissant des travailleurs. La Constitution de 1982 dont le président Evren s'est porté personnellement (!) garant est ouvertement critiquée du point de vue des droits fondamentaux de l'homme et des libertés démocratiques, la question des tortures n'est plus un sujet tabou, tous les syndicalistes contestent la nouvelle législation syndicale, la nécessité de promulguer une amnistie est à la ^{une} ~~vue~~ de l'actualité.

Cette situation affecte tous les partis et toutes les forces politiques, notamment les quatre partis d'opposition qui traversent une période de mutations diverses, surtout depuis les élections locales organisées moins d'un an plus tard que les législatives générales. Deux nouveaux partis autorisés à se présenter



au scrutin (Parti social-démocrate - SODEP et Parti de la juste voie - DYP) ont largement devancé le HP qui se dit aussi social-démocrate et le MDP. Ce dernier en pleine déconfiture aujourd'hui, a complètement déçu Evren et son équipe. Par contre, le HP, après s'être donné un nouveau président, pour remplacer celui qui avait été discrètement suggéré par les généraux, a entamé un processus rapide de fusion avec le SODEP. Quant au DYP, lui "roule" désormais plus ouvertement pour Süleyman Demirel, ancien premier ministre et également ancien "patron" de l'actuel premier ministre Özal. Aussi, une autre formation est en train de naître sous le sigle de DSP (Parti de la ^{gauche} ~~grande~~ démocratique), menée par la propre épouse de Bülent Ecevit, également ancien premier ministre. Une nouvelle couleur a été ajoutée à ce ~~tableau~~ tableau par les déclarations publiques de Demirel et d'Ecevit destinées à critiquer ouvertement Evren qui s'était déclaré vouloir " une Turquie qui se tait". Bien qu'ils soient interdits d'activité politique jusqu'en 1992, ces deux "chefs naturels" des deux grandes formations traditionnelles turques ~~formées~~ par les généraux sont extraordinairement présents.

Dans ce contexte on peut parler d'un isolement du gouvernement d'Özal et même d'Evren, les partis d'opposition - parlementaires ou non - faisant leurs les aspirations démocratiques et économiques des masses populaires, cruellement réprimées depuis le 12 septembre 1980. Chacun se fait champion de la démocratie, des droits de l'homme et des libertés syndicales. Selon la constatation de nombreux observateurs, "les réalités et les